

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 septembre 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**appelant la Belgique à exiger
la suspension de l'accord migratoire
conclu entre l'UE et la Tunisie
le 17 juillet 2023 et l'arrêt de tout soutien
financier à la gestion des frontières
en Tunisie jusqu'à ce que les violences
envers les migrants cessent et
que des garanties en matière
de droits humains soient mises en place**

(déposée par Mme Greet Daems et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 september 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**stekkende tot de eis
om de migratiedeal
tussen de Europese Unie en Tunesië
van 17 juli 2023 op te schorten en
elke vorm van financiële steun
voor grensbeheer in Tunesië stop te zetten
tot het geweld tegen migranten stopt en
er garanties zijn op het vlak
van mensenrechten**

(ingediend door mevrouw Greet Daems c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 16 juillet, l'Union européenne a signé un "mémoire d'entente" avec la Tunisie.¹ En échange d'un soutien financier d'un milliard d'euros, la Tunisie doit lutter contre l' "immigration irrégulière". En théorie, l'accord porte sur "bien plus que la migration", les fonds devant être investis dans le pays en vue d'améliorer notamment l'enseignement et l'emploi. Sur le milliard d'euros, 205 millions sont réservés à la "gestion correcte des migrations". Dans l'émission *Terzake* du 17 juillet 2023, il a été demandé à juste titre à la secrétaire d'État à l'Asile et à la migration, Nicole de Moor comment l'Union européenne pourrait garantir que cet argent soit utilisé à bon escient. En effet, en pratique, nous assistons à un tout autre scénario. L'accord vise à ce que la Tunisie empêche les réfugiés de poursuivre leur route vers l'Europe et que les migrants ne franchissent plus les frontières extérieures de l'Europe de manière irrégulière. L'accord ne précise pas comment la Tunisie doit atteindre cet objectif. En pratique, la Tunisie arrête les migrants et les réfugiés et les abandonne dans le désert. Ces pratiques ne peuvent en aucun cas être qualifiées de "gestion correcte des migrations".

L'accord était encore en cours de négociations lorsqu'il a été largement rapporté que les autorités tunisiennes avaient arrêté plus d'un millier de migrants originaires d'Afrique subsaharienne.² Dès le 20 juin 2023, des dépêches ont signalé que des migrants avaient été déportés dans le désert. Selon le journal *De Standaard*, des diplomates européens étaient au courant. La délégation de l'Équipe Europe, composée de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, de la première ministre italienne Giorgia Meloni et du premier ministre néerlandais Mark Rutte, était donc au courant des violations des droits humains. Les cadavres des premiers migrants ont été retrouvés dans le désert avant même que l'accord ne soit signé, comme le confirme également Sophie-Anne Bisiaux, qui travaille notamment pour le réseau AlarmPhone et qui souligne que l'UE savait parfaitement à qui elle avait affaire. Elle rappelle que nous ne devons pas oublier que ces déportations à la frontière ne sont pas nouvelles et que la Tunisie a déjà expulsé une centaine de migrants vers le désert à sa frontière avec la Libye en 2021.³

Quelques jours après la signature de l'accord, les images et les récits de déportations à grande échelle

¹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_3887

² <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>

³ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 16 juli 2023 ondertekende de Europese Unie een "Memorandum of Understanding", met Tunesië.¹ In ruil voor een financieel steunpakket van 1 miljard euro moet Tunesië "irreguliere migratie" tegengaan. In theorie gaat de deal over "veel meer dan migratie". Het geld zou geïnvesteerd worden in het land voor de verbetering van onder andere onderwijs en werkgelegenheid. 205 miljoen euro van de 1 miljard is voorbehouden aan "correct migratiebeheer". In *Terzake*, op 17 juli 2023, werd terecht gevraagd aan staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Nicole de Moor, hoe de EU kan garanderen dat dat geld goed terecht komt. In de praktijk zien we namelijk een heel ander scenario. De doelstelling van het akkoord is dat Tunesië moet verhinderen dat mensen op de vlucht nog kunnen vluchten tot in Europa en dat migranten niet meer op irreguliere wijze de Europese buitengrenzen oversteken. Op welke manier Tunesië dat precies moet gaan doen, wordt in het akkoord niet besproken. In de praktijk doet Tunesië dat door migranten en mensen op de vlucht te arresteren en hen achter te laten in de woestijn. Van "correct migratiebeheer" is er dus absoluut geen sprake.

Zelfs toen er nog onderhandeld werd over de deal, werd al breed gerapporteerd dat de Tunesische autoriteiten meer dan duizend migranten uit Sub-Saharaans Afrika hadden gearresteerd.² Reeds op 20 juni 2023 waren er al berichten dat mensen naar de woestijn gedeporteerd werden. Volgens *De Standaard* waren Europese diplomaten hiervan op de hoogte. "Team Europe", bestaande uit de voorzitter van de Europese Commissie Ursula von der Leyen, de Italiaanse premier Giorgia Meloni en de Nederlandse minister-president Mark Rutte wisten dus van de mensenrechtenschendingen. De eerste dode migranten werden teruggevonden in de woestijn, nog voordat het akkoord ondertekend werd. Dit wordt ook bevestigd door een medewerker van Alarm Phone, Sophie-Anne Bisiaux die benadrukt dat de EU goed wist met wie ze in zee ging. Zo stelt ze: "We mogen niet vergeten dat deze grensdeportaties niet nieuw zijn", zegt Bisiaux. In 2021 deporteerde Tunesië al eens honderd migranten naar de woestijn aan de grens met Libië.³

Daags na de ondertekening van de deal stonden onze kranten vol van beelden en verhalen van grootschalige

¹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_23_3887

² <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>

³ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738

de migrants et de réfugiés africains expulsés de Tunisie se multipliaient dans nos journaux. Des milliers de personnes ont été rassemblées, embarquées dans des bus et abandonnées à leur sort dans le désert des zones frontalières avec la Libye et l'Algérie.⁴ Les gardes-frontières libyens rencontrent chaque jour des groupes de personnes dans le désert.⁵ Selon certaines sources, un accord aurait été trouvé afin d'accueillir 276 migrants et réfugiés "bloqués" tant en Tunisie qu'en Libye, mais les conditions dans lesquelles cette opération se déroulera ne sont pas encore claires. En outre, rien ne garantit que plus personne ne sera déporté dans le désert.⁶

Le fait que la Tunisie repousse les migrants et les réfugiés vers la Libye est inquiétant en soi. La Libye a la réputation d'être "l'enfer sur terre" pour les migrants et les réfugiés. Le pays compte plus de vingt "centres de détention tristement célèbres" où les réfugiés sont systématiquement détenus dans des conditions épouvantables. Non seulement des hommes et des femmes, mais aussi des enfants sont systématiquement détenus. Un rapport de l'Unicef datant de 2021 a révélé qu'"Al Mabani", le plus grand centre de détention de Libye, a dépassé de quatre fois sa capacité. À l'époque, plus de 5000 personnes y étaient détenues, dont 100 enfants.⁷ Étant donné que les migrants et les réfugiés arrêtés par les garde-côtes libyens sont toujours hébergés dans ces centres de détention malfamés, on ne peut pas exclure qu'il en soit de même pour les migrants et les réfugiés rencontrés dans le désert.⁸

En outre, il est important de souligner qu'il ne s'agit pas seulement de personnes et de familles en route vers la Tunisie ou l'Europe, mais aussi de personnes ayant un statut de séjour légal qui vivent et travaillent dans le pays depuis longtemps. Ces dernières sont également arrêtées dans la rue, à leur domicile ou sur leur lieu de travail et déportées dans le désert sans avertissement.⁹ Par exemple, Tjambe Victoria, 22 ans, originaire de Guinée, étudiant en informatique résidant légalement en Tunisie, a été arrêté le 21 juillet. On a ensuite totalement perdu sa trace.¹⁰

Ces personnes sont abandonnées dans le désert sans vivres ni abri par des températures dépassant les 40 degrés. Cette situation est à l'origine de graves

deportaties van zwarte migranten en vluchtelingen uit Tunesië. Duizenden mensen werden opgepakt, op bussen gezet en aan hun lot overgelaten in de woestijn in de grensgebieden met Libië en Algerije.⁴ De Libische grenswachters treffen elke dag groepjes mensen aan in de woestijn.⁵ Volgens sommige bronnen zou er een akkoord zijn om 276 "gestrande" migranten en mensen op de vlucht op te vangen in zowel Tunesië en Libië, maar in welke omstandigheden dat gebeurt is nog maar de vraag. Daarnaast zijn er geen garanties dat er niet nog mensen naar de woestijn zijn gedeporteerd.⁶

Het feit dat Tunesië migranten en vluchtelingen terugduwt naar Libië is op zich al verontrustend. Libië staat bekend als "de hel op aarde" voor migranten en vluchtelingen. Met meer dan twintig "beruchte detentiecentra" worden mensen op de vlucht er systematisch opgesloten in erbarmelijke omstandigheden. Naast mannen en vrouwen worden ook kinderen systematisch onderworpen aan detentie. In een rapport van Unicef daterend van 2021 werd aangetoond dat "Al Mabani", het grootste detentiecentra van Libië, zijn capaciteit vier keer overschreed. Er werden toen meer dan 5000 mensen vastgehouden, waaronder ook 100 kinderen.⁷ Aangezien migranten en vluchtelingen die opgepakt worden door de Libische kustwacht steeds worden ondergebracht in die beruchte detentiecentra, is het niet onwaarschijnlijk dat hetzelfde gebeurt met migranten en vluchtelingen die men aantreft in de woestijn.⁸

Daarnaast is het ook belangrijk om te benadrukken dat het niet louter gaat om mensen en families die op weg zijn naar Tunesië of Europa, ook mensen met een legale verblijfsstatus die er al lang wonen en werken worden geïdendeerd. Ook zij worden gearresteerd op straat, in hun huis of op hun werk, en worden zonder waarschuwing gedeporteerd naar de woestijn.⁹ Zo werd de 22-jarige Tjambe Victoria uit Guinee, een IT-student die legaal in Tunesië verbleef, op 21 juli opgepakt. Nadien ontbreekt elk spoor van hem.¹⁰

Ze werden er achtergelaten zonder eten, drinken of beschutting bij temperaturen boven de 40 graden. Dit zorgt dagelijks voor grove misdaden tegen de mensheid.

⁴ <https://share.belga.press/news/8bc2f30f-fb52-416c-8b47-6401e79e0e0e>

⁵ <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>

⁶ <https://apnews.com/article/tunisia-libya-migrants-desert-deal-15d98a00c8f37e2ca7cdd7354308d280>

⁷ <https://www.unicef.org/press-releases/safety-and-wellbeing-children-high-risk-detention-centres-libya>

⁸ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230727_97089664

⁹ <https://11.be/tunesi%C3%AB>

¹⁰ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738

⁴ <https://share.belga.press/news/8bc2f30f-fb52-416c-8b47-6401e79e0e0e>

⁵ <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>

⁶ <https://apnews.com/article/tunisia-libya-migrants-desert-deal-15d98a00c8f37e2ca7cdd7354308d280>

⁷ <https://www.unicef.org/press-releases/safety-and-wellbeing-children-high-risk-detention-centres-libya>

⁸ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230727_97089664

⁹ <https://11.be/tunesi%C3%AB>

¹⁰ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738

crimes contre l'humanité commis quotidiennement. Il existe ainsi une vidéo d'une mère qui a dû accoucher dans le désert. Des rapports font état de viols, de coups et de blessures infligés par les gardes-frontières tunisiens, de personnes droguées ou fuyant les balles des armes tunisiennes.¹¹ Nul ne sait exactement combien de personnes ont déjà été tuées depuis la signature de l'accord. Le 5 août, le bilan était déjà d'au moins 36 morts,¹² dont une fillette de six ans et sa mère. Les images de Fati tenant sa fille Marie dans ses bras dans le désert ont suscité une vague d'indignation.

Critiques

Tant des responsables politiques que la société civile se sont prononcés contre l'accord. Selon *Amnesty International*, la société civile n'a pas été consultée et l'accord ne comporte pas de "garanties essentielles en matière de droits humains"¹³. Les conséquences sont visibles quotidiennement dans le désert. Les organisations de la société civile exigent par conséquent la suspension de l'accord entre l'UE et la Tunisie. C'est pourquoi 11.11.11 et *Vluchtelingenwerk Vlaanderen* ont rédigé conjointement une pétition exigeant la suspension de l'accord¹⁴. Selon 11.11.11, l'UE se rend complice de graves violations des droits humains et l'accord coûte des vies humaines. 11.11.11 a également indiqué qu'une "vague d'indignation ne suffit pas". Tant que l'accord sera maintenu, la Tunisie aura recours à la violence contre les migrants et les réfugiés, aux frais de l'UE. *Vluchtelingenwerk Vlaanderen* s'est également prononcé contre l'accord en indiquant ce qui suit: "Par le biais de cet accord, l'Union européenne donne une somme d'argent au régime responsable de ces atrocités. Il est donc tout à fait invraisemblable que les droits humains des réfugiés et des migrants soient respectés en Tunisie, quelle que soit la somme d'argent en jeu"¹⁵. (traduction)

L'UE prétend que cet accord contribuerait à briser le modèle des passeurs, un argument toutefois réfuté, entre autres, par *Vluchtelingenwerk Vlaanderen*, qui juge au contraire que l'accord ne fait qu'"apporter de l'eau au moulin des passeurs. (...) Tant que l'UE continuera à fermer méticuleusement ses frontières extérieures et n'ouvrira pas de voies d'accès sûres, les personnes qui fuient leur pays n'auront d'autre choix que d'emprunter des routes migratoires illégales." (traduction) Le modèle des passeurs repose donc sur l'absence de voies d'accès sûres. Tant qu'il n'y en aura pas, les passeurs trouveront toujours de nouveaux itinéraires. Par conséquent, ces

Zo is er een video van een moeder die moest bevallen in de woestijn. Er zijn berichten van verkrachtingen en slagen en verwondingen door Tunesische grenswachters, mensen die gedrogeerd worden, of mensen die weglopen van de kogels van Tunesische geweren.¹¹ Het is onduidelijk hoeveel doden er ondertussen al gevallen zijn. Op 5 augustus 2023 stond die teller op al zeker 36 doden.¹² Onder hen ook een zesjarig meisje en haar mama. De beelden van Fati die haar dochter Marie omhelst in de woestijn zorgde voor een golf van verontwaardiging.

Kritieken

Zowel politici als het maatschappelijk middenveld spraken zich uit tegen de deal. Volgens Amnesty International werd het maatschappelijk middenveld niet geraadpleegd en ontbreekt het in het akkoord aan "cruciale waarborgen voor de mensenrechten".¹³ De gevolgen daarvan spelen zich nu dagelijks af in de woestijn. Middenveldorganisaties eisen daarom dan ook de opschorting van de EU-Tunesië deal. Om die reden stelden 11.11.11 en Vluchtelingenwerk Vlaanderen samen een petitie met de eis om de deal op te schorten.¹⁴ Volgens 11.11.11 maakt de EU zich medeplichtig aan grove mensenrechtenschendingen en kost de deal mensenlevens. Ook stelde 11.11.11 dat een "rondje verontwaardiging uiten niet volstaat". Zolang de deal blijft bestaan zal Tunesië geweld gebruiken tegenover migranten en vluchtelingen op kosten van de EU. Ook Vluchtelingenwerk Vlaanderen sprak zich uit tegen de deal. Zo stelde men: "Met dit akkoord geeft de Europese Unie een zak geld aan het regime verantwoordelijk voor deze gruweldaad. Het is dan ook volstrekt ongeloofwaardig dat de mensenrechten van vluchtelingen en migranten zullen worden gerespecteerd in Tunesië, hoeveel geld er ook mee is gemoeid."¹⁵

De EU beweert dat de deal zou helpen om het model van de mensensmokkelaars te breken. Dit wordt echter weerlegd door onder andere Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Volgens hen zorgt de deal net voor meer "brandstof voor mensensmokkelaars. (...) Zolang de Europese Unie haar buitengrenzen angstvallig verder afschermt, en geen veilige toegangswegen opent, kunnen mensen op de vlucht niet anders dan gebruik maken van irreguliere migratieroutes." Het model van mensensmokkelaars draait dan ook op het gebrek aan veilige toegangswegen. Zolang die er niet zijn zullen zij altijd nieuwe routes vinden. Het gevolg is evenwel dat die routes

¹¹ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738, <https://share.belga.press/news/8bc2f30f-fb52-416c-8b47-6401e79e0e0e>

¹² https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738

¹³ <https://www.middleeasteye.net/news/tunisia-eu-migration-pact-member-states-complain-exclusion>

¹⁴ <https://11.be/tunesi%C3%AB>

¹⁵ <https://vluchtelingenwerk.be/nieuws/eu-migratiedeal-tunesie>

¹¹ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738, <https://share.belga.press/news/8bc2f30f-fb52-416c-8b47-6401e79e0e0e>

¹² https://www.standaard.be/cnt/dmf20230804_97286738

¹³ <https://www.middleeasteye.net/news/tunisia-eu-migration-pact-member-states-complain-exclusion>

¹⁴ <https://11.be/tunesi%C3%AB>

¹⁵ <https://vluchtelingenwerk.be/nieuws/eu-migratiedeal-tunesie>

itinéraires deviennent de plus en plus dangereux, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de décès. On a observé le même phénomène après l'accord conclu entre l'UE et la Turquie. Dans un premier temps, les entrées illégales ont diminué, mais cette baisse n'a duré qu'un temps. Les passeurs ont en effet trouvé de nouveaux itinéraires plus dangereux, après quoi on a observé une recrudescence des entrées. Par conséquent, davantage de personnes ont perdu la vie en chemin vers l'UE par rapport à la situation antérieure à l'accord UE-Turquie.¹⁶

Pourtant, la Commission européenne continue à soutenir l'accord conclu avec la Tunisie. Parmi les États membres représentés au Conseil européen, les avis divergent. La secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Nicole de Moor, a également qualifié d'inacceptables les déportations dans le désert. Elle a également déclaré que l'UE devait clairement faire savoir que cette situation était inacceptable. Elle maintient pourtant son soutien à l'accord.¹⁷ Entre-temps, treize États membres se sont déjà prononcés contre l'accord. L'Allemagne, entre autres, a déclaré que la Commission européenne l'avait complètement exclue des négociations. Le Conseil européen et le service diplomatique de l'UE n'ont pas été consultés.¹⁸

Emer Finnegan, conseiller juridique de la Commission européenne, a déclaré que l'accord pourrait être invalidé parce que la Commission avait outrepassé son mandat. Les procédures prévoient en effet que le Conseil européen devait approuver l'accord avant sa signature. Le Conseil européen pourrait intenter une action en justice contre la Commission dans ce cadre. En 2016, un juge a statué en faveur du Conseil européen, estimant que la Commission européenne avait outrepassé son mandat dans le cadre d'un accord conclu avec la Suisse.¹⁹

Au sein du Parlement européen également, les critiques étaient déjà nombreuses, en particulier de la part des milieux libéraux. Hilde Vautmans, membre de l'Open Vld et députée européenne, a notamment déclaré que l'on ne connaissait toujours pas les détails de l'accord. "Ce qui est clair, en revanche, c'est que nous avons donné un chèque en blanc de 250 millions d'euros à un autocrate qui porte atteinte aux droits humains et alimente la violence à l'encontre des migrants."²⁰ (traduction)

L'Union européenne a érigé en priorité les "droits de l'homme et de la démocratie". Cette démarche recouvre deux grandes "lignes de politique". D'une part,

steeds gevaarlijker worden, met meer doden als gevolg. Dat zagen we ook in de nasleep van de EU-Turkije deal. Eerst daalden de onwettige binnenkomsten. Dit duurde echter niet lang. Er werden nieuwe, gevaarlijkere routes gevonden waarna de binnenkomsten opnieuw stegen. Dit had als gevolg dat er meer mensen stierven op weg naar de EU dan voor de EU-Turkije deal.¹⁶

Toch blijft de Europese Commissie de 'Tunesië-deal' steunen. Onder de lidstaten, vertegenwoordigd in de Europese Raad, zijn de meningen verdeeld. Ook staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Nicole de Moor, noemde de deportaties naar de woestijn onaanvaardbaar. Daarbij stelde ze ook dat de EU "duidelijk moet maken dat dit niet kan". Toch blijft ze de deal zelf steunen.¹⁷ Ondertussen spraken dertien lidstaten zich al uit tegen de deal. Onder meer Duitsland verklaarde dat de Europese Commissie hen volledig uit de onderhandelingen heeft geweerd. De Europese Raad en de diplomatieke dienst van de EU werden niet geraadpleegd.¹⁸

Emer Finnegan, juridisch adviseur van de Europese Commissie verklaarde dat het akkoord ongeldig kan zijn omdat de Commissie haar mandaat heeft overschreden. De procedures bepalen dat de Europese Raad het akkoord moest goedkeuren voor de ondertekening. De Europese Raad kan de Commissie hiervoor voor de rechter dagen. In 2016 oordeelde een rechter in het voordeel van de Europese Raad dat de Europese Commissie haar mandaat had overschreden in verband met een overeenkomst met Zwitserland.¹⁹

Ook binnen het Europees Parlement kwam er reeds veel kritiek, vooral vanuit liberale hoek. Onder meer Hilde Vautmans, lid van Open Vld en Europarlementslid, verklaarde dat men nog steeds de details van het akkoord niet kent. "Wat wél duidelijk is, is dat we een blanco cheque gegeven hebben van 250 miljoen euro aan een autocraat die de mensenrechten ondermijnt en geweld tegen migranten aanwakkert."²⁰

De EU maakte van "mensenrechten en democratie" een prioriteit. Daarin zijn twee grote "beleidslijnen" opgetekend. Enerzijds waakt de EU over de grondrechten

¹⁶ <https://vluchtelingenwerk.be/nieuws/eu-migratiedeal-tunesie>

¹⁷ https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20230717_92666568

¹⁸ <https://www.middleeasteye.net/news/tunisia-eu-migration-pact-member-states-complain-exclusion>

¹⁹ *idem supra*

²⁰ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230912_94244419

¹⁶ <https://vluchtelingenwerk.be/nieuws/eu-migratiedeal-tunesie>

¹⁷ https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20230717_92666568

¹⁸ <https://www.middleeasteye.net/news/tunisia-eu-migration-pact-member-states-complain-exclusion>

¹⁹ *idem supra*

²⁰ https://www.standaard.be/cnt/dmf20230912_94244419

l'Union européenne veille aux droits fondamentaux de chaque citoyen européen et, d'autre part, elle promeut les droits de l'homme dans le monde entier. À cet égard, il est indiqué que "[l]'UE est fondée sur un engagement résolu à promouvoir et protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit partout dans le monde. Les droits de l'homme sont au cœur des relations de l'UE avec les autres pays et régions". La politique de l'Union européenne doit dès lors veiller à "intégrer des clauses relatives aux droits de l'homme dans tous les accords commerciaux ou de coopération conclus avec des pays non membres de l'UE".²¹

La Belgique formule également des promesses similaires. L'accord de gouvernement précise notamment que "[l]a politique belge d'asile et de migration est basée sur les droits de l'Homme, tels qu'ils sont consacrés, entre autres, dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Convention des Nations Unies sur les réfugiés, la Convention européenne des droits de l'Homme, la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant et d'autres instruments des droits de l'Homme. La Belgique reconnaît l'importance de la coopération multilatérale en matière de migration, illustrée par exemple par le Pacte mondial de l'ONU pour des migrations sûres, ordonnées et régulières." Dans sa note de politique générale, plus précisément dans la ligne de force 1, Nicole de Moor indique que la politique d'asile et de migration est toujours menée dans le "respect du droit international et des traités".²² La note stratégique belge sur la migration et le développement mentionne que dans sa politique étrangère, la Belgique accorde une attention particulière au respect et à la protection des droits humains y inclus ceux des personnes migrantes, des réfugiés et de leurs communautés d'accueil.²³ Sur le site Internet du Service public fédéral des Affaires étrangères, sous la rubrique "Union européenne", on peut lire ce qui suit: Le respect des droits humains, de la dignité humaine et des principes de liberté, de démocratie et de l'État de droit sont des valeurs partagées par tous les États membres de l'UE. Ces valeurs donnent par ailleurs une orientation déterminante à la politique menée par l'Union, tant à l'intérieur des limites de son territoire qu'en dehors de celui-ci. Si l'UE veille d'une part sur les droits fondamentaux de chaque citoyen européen, elle promeut d'autre part les droits humains dans le monde entier." Le SPF Affaires

van elke EU-burger, anderzijds bevordert de EU de mensenrechten wereldwijd. Daarbij wordt gesteld dat: "Het stimuleren en beschermen van de mensenrechten, de democratie en de rechtstaat wereldwijd behoort tot de grondbeginselen van de Europese Unie. De mensenrechten staan centraal in de relaties van de EU met andere landen en regio's." Het EU-beleid moet dan ook garanderen dat: "elke handels- of samenwerkingsovereenkomst met landen buiten de EU een mensenrechtenclausule bevat."²¹

Ook België maakt soortgelijke beloftes. In het regeerakkoord lezen we onder meer: "Het Belgisch asiel- en migratiebeleid is gestoeld op de rechten van de mens, zoals onder meer verankerd in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, het VN-Vluchtelingenverdrag, het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, het VN-Kinderrechtenverdrag en andere mensenrechteninstrumenten. België erkent het belang van multilaterale samenwerking inzake migratie, zoals bijvoorbeeld het VN Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration". De beleidsnota van staatssecretaris, Nicole de Moor, meer bepaald krachtlijn 1 stelt dat het Asiel en Migratiebeleid steeds gevoerd wordt "met respect voor internationaal recht en verdragen".²² De Belgische strategienota Migratie en Ontwikkeling stelt dat België in zijn buitenlands beleid bijzondere aandacht schenkt aan de naleving en bescherming van mensenrechten, met inbegrip van de mensenrechten van migranten, vluchtelingen en gastgemeenschappen.²³ Op de website van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse staat onder de noemer "Europese Unie": "De eerbiediging van de mensenrechten, de menselijke waardigheid en de beginselen van vrijheid, democratie en de rechtsstaat zijn gemeenschappelijke waarden van alle lidstaten van de EU. Deze waarden zijn eveneens bepalend voor het beleid van de Unie, zowel binnen als buiten haar grondgebied. Enerzijds waakt de EU over de grondrechten van elke EU-burger, anderzijds bevordert de EU de mensenrechten wereldwijd. "Daarnaast verklaart FOD Buitenlandse Zaken: "België zet zich actief in in verschillende organisaties, met name de Verenigde Naties, de Europese Unie, de Raad van Europa en de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa

²¹ https://european-union.europa.eu/priorities-and-actions/actions-topic/human-rights-and-democracy_fr

²² <https://www.dekamer.be/doc/FLWB/pdf/55/2934/55K2934006.pdf>

²³ <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation-au-developpement-et-aide-humanitaire/qui-sommes-nous/notes-strategiques>

²¹ https://european-union.europa.eu/priorities-and-actions/actions-topic/human-rights-and-democracy_en

²² <https://www.dekamer.be/doc/FLWB/pdf/55/2934/55K2934006.pdf>

²³ <https://diplomatie.belgium.be/nl/beleid/ontwikkelingssamenwerking-en-humanitaire-hulp/wie-zijn-we/strategienotas#:~:text=De%20strategienota%20migratie%20en%20ontwikkeling,de%20migranten%20zelf%2C%20als%20voor>

étrangères déclare en outre que “[l]a Belgique s’investit activement dans plusieurs organisations et contribue à la promotion et la protection des droits humains à savoir les Nations Unies, l’Union européenne, le Conseil de l’Europe, et l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).”²⁴

Or, dans le cadre de l’accord conclu entre l’Union européenne et la Tunisie, ces promesses s’avèrent des paroles en l’air.

Ursula von der Leyen, Mark Rutte et Giorgia Meloni ont signé le protocole d’accord (le “memorandum d’entente”) avec la Tunisie, tout en connaissant les événements qui se déroulaient entre-temps en Tunisie. Ils savaient également avec qui ils signaient cet accord. Le président Saïed, qui a accédé au pouvoir à la suite d’un coup d’État en 2021, est connu pour ses déclarations xénophobes à l’égard des migrants et des réfugiés noirs. Il a déjà été critiqué auparavant pour incitation à la haine et à la violence à l’encontre des personnes originaires d’Afrique subsaharienne.²⁵

Les innombrables images, messages et récits de migrants et de réfugiés déportés n’ont pas suffi à entraîner une véritable réaction de la Commission européenne. L’accord lui-même ne prévoit aucune garantie que les droits humains des migrants et des réfugiés devront être respectés. L’absence de cette garantie laisse supposer que les droits humains auxquels l’Union européenne accorde une telle importance ne s’appliquent pas à tout le monde.

Ce constat est également confirmé dans une étude scientifique consacrée à la politique européenne d’asile et de migration. Cette étude avance notamment que l’Union européenne se plaît à revendiquer une position dominante en matière de protection des droits fondamentaux et de respect de l’État de droit. Or, il suffit d’examiner la politique et la législation de l’Union européenne en matière d’asile et de migration pour rapidement mettre à mal cette “revendication”.²⁶

Pour toutes ces raisons, nous demandons au gouvernement fédéral, notamment au premier ministre, Alexander de Croo, et à la secrétaire d’État à l’Asile et à la Migration, Nicole de Moor, d’exiger à l’échelon du Conseil européen que l’Union européenne suspende

(OVSE), en draagt het bij tot de bevordering en de bescherming van de mensenrechten.”²⁴

Echter, in de context van de EU-Tunesië deal blijken deze beloften loze woorden te zijn.

Ursula von der Leyen, Mark Rutte en Giorgia Meloni hebben het “Memorandum of Understanding”, zoals de deal heet, met Tunesië ondertekend, wetende wat er zich ondertussen afspeelde in Tunesië. Ze wisten ook met wie ze de deal maakten. President Saïed, die na een machtsgreep aan de macht kwam in 2021, is bekend om zijn xenofobe uitspraken tegenover zwarte migranten en vluchtelingen. Hij werd reeds eerder bekritiseerd wegens het aanzetten tot haat en geweld tegenover mensen uit Sub-Sahara Afrika.²⁵

Zelfs na de talloze beelden, berichten en verhalen van gedeporteerde migranten en vluchtelingen blijft een echte reactie van de Europese Commissie uit. In de deal zelf lezen we geen enkele garantie dat de mensenrechten van migranten en vluchtelingen gewaarborgd moeten worden. Dit doet vermoeden dat de mensenrechten die de EU zo hoog in het vaandel dragen, niet voor iedereen gelden.

Dit wordt ook bevestigd in wetenschappelijk onderzoek met betrekking tot het Europees asiel- en migratiebeleid. Daarin wordt onder andere gesteld dat de EU graag een positie van leiderschap inneemt, als het gaat om de bescherming van grondrechten en respect voor de rechtsstaat. Die “claim” wordt echter snel ondergraven door een simpele blik te werpen op het beleid en de wetgeving van de EU op het gebied van Asiel en Migratie.²⁶

Om al die redenen vragen wij dat de federale regering, onder meer premier Alexander de Croo en staatssecretaris voor asiel en migratie, Nicole de Moor op het niveau van de Europese Raad eisen dat de EU de deal opschort en de financiële steun aan deze mensenrechtenschendingen

²⁴ <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/droits-humains>

²⁵ <https://www.middleeasteye.net/news/tunisia-saied-sub-saharan-immigration-racist-outburst>, <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>

²⁶ Guild, E. (2020). Promoting the European way of life: Migration and asylum in the EU. *Eur Law J.* 26(5–6), 355–370. <https://doi.org/doi:10.1111/eulj.12410>.

²⁴ <https://diplomatie.belgium.be/nl/beleid/beleidsthemas/mensenrechten>

²⁵ <https://www.middleeasteye.net/news/tunisia-saied-sub-saharan-immigration-racist-outburst>, <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>

²⁶ Guild, E. (2020). Promoting the European way of life: Migration and asylum in the EU. *Eur Law J.* 26(5–6), 355–370. <https://doi.org/doi:10.1111/eulj.12410>.

l'accord et cesse de soutenir financièrement ces violations des droits humains. Nous demandons en outre que lors des prochaines négociations avec la Tunisie, mais également dans le cadre de nouveaux accords de partenariat, la Belgique exhorte à inscrire des garanties claires visant à assurer et à respecter les droits humains.

Greet Daems (PVDA-PTB)
Nabil Boukili (PVDA-PTB)
Sofie Merckx (PVDA-PTB)
Raoul Hedebouw (PVDA-PTB)
Maria Vindevoghel (PTB-PVDA)

stop zet. Daarnaast vragen wij dat België erop aandringt dat er bij volgende onderhandelingen met Tunesië, maar ook in de context van nieuwe partnerschapsakkoorden, steeds duidelijke garanties ingeschreven worden voor het garanderen en respecteren van de mensenrechten.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le “mémoire d’entente” conclu le 16 juillet 2023 entre l’Union européenne et la Tunisie, également connu sous le nom d’“accord UE-Tunisie”, entraîne de graves violations des droits humains des migrants et n’est donc pas conforme aux priorités de l’UE en matière de “droits de l’homme et de démocratie”, selon lesquelles les droits de l’homme sont au cœur des relations de l’UE avec les autres pays et régions. Considérant que cet accord n’est pas non plus conforme aux promesses faites par le gouvernement dans l’accord de gouvernement de 2019 ni à la ligne de force 1 figurant dans la note de politique générale 2022 de la secrétaire d’État Nicole de Moor;

B. considérant que la délégation de l’Équipe Europe n’était pas habilitée à conclure cet accord avec les autorités tunisiennes;

C. considérant que la secrétaire d’État à l’Asile et la Migration, Nicole de Moor, juge les déportations de migrants dans le désert “inacceptables”;

D. considérant qu’à ce jour, l’UE ne s’est pas encore prononcée sur l’avenir de l’accord, alors que les droits humains des migrants et des réfugiés ne sont toujours pas garantis;

E. considérant que pour l’UE et pour l’État belge, les droits de l’homme sont au cœur des relations de l’UE avec les autres pays et régions;

F. vu la note stratégique belge sur la migration et le développement, qui dispose que la Belgique accorde dans sa politique étrangère une attention particulière au respect et à la protection des droits humains, y inclus ceux des personnes migrantes, des réfugiés et de leurs communautés d’accueil;²⁷

G. considérant qu’au moins 36 personnes, dont des enfants, sont déjà décédées;

H. considérant que l’UE était déjà au courant des déportations avant la signature de l’accord;

I. considérant qu’il s’agit en réalité de “refoulements”, qui sont illégaux au regard du droit européen

²⁷ <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation-au-developpement-et-aide-humanitaire/qui-sommes-nous/notes-strategiques>

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat het *Memorandum of Understanding*, tussen de Europese Unie en Tunesië van 16 juli 2023, oftewel de ‘EU-Tunesië deal’, leidt tot ernstige mensenrechtenschendingen van migranten, en daardoor niet conform is aan de prioriteiten van de EU op vlak van “mensenrechten en democratie” die stellen dat de mensenrechten centraal staan in de relaties van de EU met andere landen en regio’s. Noch aan de beloften gemaakt door de regering in het regeerakkoord van 2019, noch aan krachtlijn 1 van de beleidsnota van staatssecretaris Nicole de Moor van 2022;

B. gelet op het feit dat de “*Team Europe*” delegatie niet de bevoegdheid had om dit akkoord te sluiten met de Tunesische autoriteiten;

C. gelet op het feit dat de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Nicole de Moor, de deportaties van migranten naar de woestijn “onaanvaardbaar” vindt;

D. gelet op het feit dat de EU zich tot op heden nog niet heeft uitgesproken over de toekomst van de deal terwijl de mensenrechten van migranten en mensen op de vlucht nog steeds niet gewaarborgd worden;

E. gelet op het feit dat voor de EU en voor de Belgische Staat mensenrechten de kern vormen van de betrekkingen van de EU met andere landen en regio’s;

F. gelet op de Belgische strategienota Migratie en Ontwikkeling die stelt dat België in zijn buitenlands beleid bijzondere aandacht schenkt aan de naleving en bescherming van mensenrechten, met inbegrip van de mensenrechten van migranten, vluchtelingen en gastgemeenschappen;²⁷

G. gelet op het feit dat er zeker al 36 doden vielen, waaronder ook kinderen;

H. gelet op het feit dat de EU reeds op de hoogte was van de deportaties alvorens de deal ondertekend werd;

I. gelet op het feit dat dit in wezen “pushbacks” zijn, hetgeen illegaal is onder Europees en internationaal

²⁷ <https://diplomatie.belgium.be/nl/beleid/ontwikkelingssamenwerking-en-humanitaire-hulp/wie-zijn-we/strategienotas#:~:text=De%20strategienota%20migratie%20en%20ontwikkeling,de%20migranten%20zelf%2C%20als%20voor>

et international, et que des personnes en possession d'un titre de séjour légal sont également déportées;

J. considérant qu'une grande partie des migrants et des réfugiés ont été "sauvés" par les gardes-frontières libyens. Selon toute vraisemblance, ces personnes ont été transférées dans des centres de détention en Libye, où des enfants sont aussi systématiquement détenus;²⁸

K. considérant que la Tunisie ne dispose pas en matière de protection des réfugiés d'une législation conforme à ce qui est prescrit dans le cadre de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et que les autorités n'accordent pas le statut de réfugié aux réfugiés;²⁹

L. considérant que le président tunisien Saïed est connu pour ses déclarations xénophobes à l'égard des migrants et des réfugiés noirs. Considérant que la sécurité des migrants et des réfugiés s'est considérablement détériorée en Tunisie,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de se positionner contre l'accord conclu avec la Tunisie et de réclamer sa suspension au niveau de l'Union européenne; de réclamer en outre la suspension de tout soutien financier à la gestion des frontières jusqu'à l'arrêt des violences et l'adoption de garanties en matière de droits humains;

2. de toujours exiger à l'avenir des garanties quant au respect des droits humains avant de conclure de tels accords, et d'inclure systématiquement une clause selon laquelle les refoulements illégaux et les expulsions forcées n'ont pas leur place dans une "gestion correcte des migrations";

3. de désapprouver la Commission européenne pour ne pas avoir suivi la procédure devant le Conseil européen;

4. de travailler à l'ouverture de voies d'accès légales et sûres, en s'engageant davantage dans la réinstallation des personnes vulnérables en exil;

5. d'adopter des politiques qui font en sorte que les gens n'aient plus à fuir et de traduire ces politiques au niveau européen également; d'œuvrer en outre réellement à une protection digne et de qualité pour les personnes en exil dans la région, sans se décharger de sa propre

recht, en dat er ook mensen met legale verblijfspapieren gedeporteerd worden;

J. gelet op het feit dat een groot deel van de migranten en vluchtelingen "gered" werden door de Libische grenswachters. Zij zijn naar alle waarschijnlijkheid overgebracht naar detentiecentra in Libië, waar ook kinderen systematisch worden opgesloten;²⁸

K. gelet op het feit dat Tunesië niet beschikt over wetgeving met betrekking tot de bescherming van mensen op de vlucht, conform de VN-Vluchtelingenorganisatie en dat de overheid geen vluchtelingenstatus toekent aan vluchtelingen;²⁹

L. gelet op het feit dat de Tunesische president Saïed bekend staat om zijn xenofobe uitspraken ten opzichte van zwarte migranten en vluchtelingen. En dat de veiligheid van migranten en vluchtelingen in Tunesië er sterk op achteruitgegaan is,

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. om een standpunt in te nemen tegen de deal met Tunesië en haar opschorting te eisen op het niveau van de Europese Unie, en daarbij ook te eisen dat alle financiële steun aan het grensbeheer wordt stopgezet tot het geweld stopt en er garanties zijn op vlak van mensenrechten;

2. om in de toekomst steeds te eisen dat er garanties zijn dat de mensenrechten gerespecteerd zullen worden alvorens zulke deals worden gesloten, en daarbij ook steeds een clausule op te nemen volgens welke illegale pushbacks en gedwongen uitwijzingen niet thuishoren in een "correct migratiebeheer";

3. om zich uit te spreken tegen de Europese Commissie vanwege het niet volgen van de procedure voor de Europese Raad;

4. om werk te maken van legale en veilige toegangswegen, met een grotere inzet op vlak van hervestiging van kwetsbare mensen op de vlucht;

5. om een beleid te voeren dat ervoor zorgt dat mensen niet langer moeten vluchten en dat beleid ook te vertalen op Europees niveau, daarbij ook echt werk te maken van waardige en kwaliteitsvolle bescherming van mensen op de vlucht in de regio, zonder dat dit gepaard gaat met

²⁸ <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>, <https://www.unicef.org/press-releases/safety-and-wellbeing-children-high-risk-detention-centres-libya>

²⁹ <https://tn.boell.org/en/2021/08/03/vraiment-indispensable-70ieme-anniversaire-de-la-convention-sur-le-statut-des-refugies>

²⁸ <https://www.brusselstimes.com/622289/tunisia-eu-agreement-mother-and-daughters-tragic-desert-death-fuels-more-anger>, <https://www.unicef.org/press-releases/safety-and-wellbeing-children-high-risk-detention-centres-libya>

²⁹ <https://tn.boell.org/en/2021/08/03/vraiment-indispensable-70ieme-anniversaire-de-la-convention-sur-le-statut-des-refugies>

responsabilité en matière d'accueil et de traitement des personnes en exil.

13 septembre 2023

Greet Daems (PVDA-PTB)
Nabil Boukili (PVDA-PTB)
Sofie Merckx (PVDA-PTB)
Raoul Hedebouw (PVDA-PTB)
Maria Vindevoghel (PTB-PVDA)

het afschuiven van de eigen verantwoordelijkheid voor de opvang en behandeling van mensen op de vlucht.

13 september 2023